

La crise recente et son impact aux relations entre la Grèce et la Turquie.

Les îles du Dodécanèse ont été placées sous la souveraineté italienne d'après le Traité de Paix de Lausanne de 1923, et par la suite, ont été cédées à la Grèce, en vertu du Traité de Paix de Paris de 1947. En vertu du traité en question, la Grèce a succédé l'Italie sur l'ensemble de tous les droits et les obligations sur les îles du Dodécanèse. En 1932 l'Italie et la Turquie avaient signé deux accords concernant la démarcation de la frontière maritime entre les îles du Dodécanèse et la côte turque.

Le premier accord, signé le 4 janvier 1932, stipule précisément, la frontière maritime entre l'île de Castellorizo et le territoire turc. Cet accord a été ratifié par les deux parties et avait été enregistré au Secrétariat de la Société des Nations.

Le seconde accord, signé le 28 décembre 1932, constitue un texte supplémentaire devant uniquement délimiter le reste de la frontière maritime entre les îles du Dodécanèse et la Turquie.

- Le fait que l'Italie avait déjà joui de pleine souveraineté sur l'îlot d'Imia, en vertu de Traité de Lausanne, a été confirmé par l'Accord du mois de décembre 1932 qui se réfère, spécifiquement, aux îlots en question, en tant que territoire italien. Plus précisément, l'Accord de décembre 1932 affirme que la ligne médiane, marquant la frontière maritime entre l'îlot d'Imia (Italie) et l'île Kato (Turquie), passera à une distance égale des îlots susmentionnés.

- La Turquie prétend que l'Accord de décembre 1932 n'est pas en vigueur, parce qu'il n'a pas été enregistré au Secrétariat de la Société des Nations. Cependant, puisque l'Accord dernier constituait un simple annexe de l'Accord signé le janvier de la même année, il n'y avait pas besoin d'être enregistré séparément, au secrétariat de la Société des Nations.

En plus, les deux parties l'avaient, immédiatement, mis en oeuvre et, à partir de ce moment-là, elles s'étaient trouvées engagées des dispositions de cet accord.

La Turquie a continué de respecter les dispositions de cet accord, aussi même après que la souveraineté sur les îles du Dodécanèse ait été transférée à la Grèce, en vertu du Traité de Paix de Paris de 1947, fait qui peut résulter des Chartes officielles du Service Géographique Turc, dans lesquelles il apparaît clairement que les rochers d'Imia appartiennent à la Grèce.

- L'argumentation turque est légalement sans fondement et elle ajoute en plus, un autre champ de confrontation aux relations actuelles, déjà atténuées, entre les deux pays.

En 1974, la Turquie a envahi et occupé, la partie nord de la République de Chypre en méprisant le droit international et la réprobation de la communauté internationale, telle qu'elle s'est exprimée, dans les résolutions du Conseil de Sécurité et de l'Assemblée Générale des Nations Unies. En même temps elle tournait son attention vers la mer Egée.

C'est ainsi, qu'elle a mis en place l'armée de la mer Egée, qui est équipée d'une flotte de bateaux de débarquement, qui est la plus grande de la Méditerranée, et a remis en question les droits souverains de la Grèce sur le plateau continental, son droit d'étendre la limite de ses eaux territoriales jusqu'à douze milles marins en accord avec la Convention sur le droit de la mer, ainsi que le contrôle qu'elle exerce sur l'espace aérien au dessus de la mer Egée. La Turquie a appuyé ses revendications par des violations, parfois massives, de l'espace aérien de la Grèce. Au mois de juin de l'année dernière, l'Assemblée nationale turque, avec le vote favorable de tous les membres, sans exception, du gouvernement turc, a solennellement approuvé une résolution qui accorde, préventivement, au gouvernement turc le pouvoir de déclarer la guerre à la Grèce si celle-ci devait appliquer son droit d'étendre ses eaux territoriales.

Tant au cas où la Grèce possède le droit souverain d'étendre ses eaux territoriales à douze milles marines, que dans les cas des revendications sur l'îlot d'Imia, la Turquie a explicitement formulé une menace de déclarer la guerre, afin qu'elle puisse imposer ses objectifs, en évoquant que "toute tentative de la part de la Grèce de remettre en question le caractère turc de ces îles serait considéré comme casus belli". (Déclaration faite par le Premier Ministre turc Tansu Ciller le 4 février 1996).

- La crise récente, éclatée entre la Grèce et la Turquie en raison du statut-quo des rochers d'Imia, démontre, une fois encore, le sérieux problème de sécurité, auquel la Grèce, en tant que membre de l'U.E., devrait faire face, à l'égard de la Turquie, pays associé à l'Union Européenne.

- En ce moment, le problème devient de plus en plus sérieux, puisque, c'est la première fois que la Turquie vise à remettre en question le statut territorial de la Grèce.

À la suite de la résolution récente, adoptée par le Parlement Européen, d'après laquelle, les frontières de la Grèce font parti des frontières extérieures de l'U.E., ne serait-il adéquate de formuler une clause, prévoyant l'assistance mutuelle et la protection des frontières extérieures, sous l'égide de la Conférence Intergouvernementale à venir ?

La Grèce, croit, sincèrement, que cela constitue une nécessité du premier rang.

La Communauté Internationale et, particulièrement, l' U.E. et ses états-membres ne peuvent pas rester inertes à l' égard de cette question, c' est à dire de continuer à supporter les violations du Droit International, des Traités Internationaux et, en particulier, des dispositions de la Charte des Nations Unies, fait qui pourrait éventuellement avoir une serie de repercussions considérables, au niveau régional et européen.

Il ne serait pas suffisant, pour nos amis d' exprimer seulement leurs préoccupations au sujet de tensions entre la Grèce et la Turquie, où d' exprimer, simplement, leurs souhaits en faveur d' une solution pacifique des problèmes en question.

Ce qui est indispensable, c' est de prévenir à resoudre ce type de problèmes, constamment soulevés de la part de la Turquie, et non la tentative de les affronter ex posteriori.

Si nos partenaires et alliés sont vraiment intéressés à promouvoir la paix et la stabilité dans la région, ils devraient adresser leurs préoccupations auprès du gouvernement turc, visant à convaincre celui dernier d' apporter l' affaire de l' îlot d' Imia, devant la Cour Internationale de Justice à la Haye. La Grèce a déjà approuvé la juridiction obligatoire de la C.I.J. et la Turquie devrait faire la même chose, si elle désire de trouver sa justification au sujet de l' affaire d' Imia.

- Il convient d' être entendu, que la menace du statut-quo apporte une dimension internationale. La Turquie, en revendiquant le statut territorial de l' Egée, conteste ouvertement, le statut-quo d' Europe qui est en vigueur, depuis la fin de l' après - guerre, qui a été confirmé par les traités de la CSCE qui constituent aussi des parties intégrantes de l' architecture de sécurité et de stabilité en Europe.

- Enfin, il faudra mentionner que l' Union Douanière, conclue entre la Turquie et l' U.E., prévoient aussi une coopération, à la fois financière et politique.

- Une fois que ces circonstances demeurent, e.g. menaces lancées par la Turquie, et provocations aux dépens de son intégrité territoriale, la Grèce, qui, en faisant preuve de bonne fois avait octroyé son avis conforme à la conclusion de l' Union Douanière, l' année passée, estime qu' il sera extrêmement difficile de continuer mettre en oeuvre cet accord, en particulier, dans le domaine financier et politique. La Grèce est de l' opinion que tout autre état-membre, se trouvant face à une situation pareille, aurait réagi de la même façon.

Die neuerliche Krise in den griechisch-türkischen Beziehungen

Die Dodekanes-Inseln wurden durch das Abkommen von Lausanne im Jahr 1923 unter italienische Souveränität und nachfolgend durch den Friedensvertrag von Paris im Jahr 1947 unter griechische Souveränität gestellt. Aufgrund dieses Abkommens trat Griechenland in einem Sukzessionsverhältnis zu Italien bezüglich aller Pflichten und Rechte auf die Dodekanes. Zur genauen Bestimmung der Meeresgrenze zwischen der Dodekanes und der türkischen Küste wurden zwei Abkommen zwischen Italien und der Türkei am 4. 1. 32 und 28. 12. 32 unterzeichnet. Das erste Abkommen betrifft die Meeresgrenze zwischen der Insel Kastelorizo und der türkischen Küste und wurde von beiden Seiten ratifiziert und im Protokoll des Sekretariats des Völkerbundes eingetragen. Das zweite Abkommen stellt eine Ergänzung des ersten dar und bezieht sich auf die genaue Bestimmung der Meeresgrenzlinie zwischen dem übrigen Dodekanesarchipel und Kleinasien.

Die Tatsache, daß Italien die Hoheitsrechte über die Felseninseln Imia seit dem Abkommen von Lausanne hatte, wird durch deren ausdrückliche Erwähnung in dem Abkommen vom Dezember 1932 bewiesen. Im Punkt 30 wird erwähnt, daß die Meeresgrenze zwischen den Felseninseln Imia (Italien) und der Felseninsel Kato (Türkei) in gleicher Entfernung verläuft.

Die Türkei behauptet, daß das Abkommen vom Dezember 1932 nicht gültig sei, denn es sei vom Völkerbund nicht protokolliert worden. Da es jedoch eine Ergänzung des ersten Abkommens vom Januar darstellte, bestand keine Notwendigkeit, dieses noch getrennt zu protokollieren. Außerdem haben beide Seiten dieses Abkommen unmittelbar angewandt und es seitdem respektiert. Die Türkei ist in der praktischen Anwendung des Abkommens auch nach 1947 fortgefahren, wie sich unter anderem aus den offiziellen Landkarten des türkischen Geographischen Amtes ergibt.

Die türkische Anzweiflung hat keine Rechtsgrundlage und erzeugt in der Praxis einen weiteren Brennpunkt innerhalb der bereits gespannten griechisch-türkischen Beziehungen.

1974 hat die Türkei eine Invasion auf Zypern unter Verstoß gegen das internationale Völkerrecht gelandet und so die Empörung der internationalen Gemeinschaft hervorgerufen, wie dies in den Resolutionen des Sicherheitsrats und der Generalversammlung der Vereinten Nationen zum Ausdruck kommt. Zugleich wandte die Türkei ihren Blick der Ägäis zu, wo sie ihre Ägäis-Armee mit der größten Flotte im Mittelmeer ausstattete und die Souveränitätsrechte Griechenlands bezüglich des Festlandssockels, die Luftraumkontrolle und das

Griechenland aufgrund des neuen Seerechts eingeräumte Recht, sein Seehoheitsgebiet auf 12 Seemeilen zu erweitern, infragestellte. Im letzten Juni hat das türkische Parlament eine Resolution angenommen, welche der türkischen Regierung alle Mittel, einschließlich der militärischen, zugesteht, im Falle daß Griechenland seine legitimen Rechte bezüglich der Seehoheit ausüben würde. Die Türkei fordert Griechenland ebenso in ihrem nationalen Luftraumgebiet heraus, indem sie ihre Forderungen mit täglichen und zuweilen massiven Verstößen durch ihre militärische Luftwaffe begleitet. In der Tat scheint die Androhung oder Anwendung von Gewalt ein Bestandteil der türkischen Außenpolitik zu sein. Ebenso wie im Fall von Griechenlands Recht, sein Seehoheitsgebiet auf 12 Seemeilen zu erweitern, so hat auch im Fall der Felseninseln Imia die Türkei ihre Kriegsandrohung entfacht, um ihre Ziele zu verwirklichen, indem sie erklärte, daß jeder Versuch, "türkische Souveränität infragezustellen", einen Grund zur Kriegserklärung -casus belli- darstelle (Erklärungen der Premierministerin Ciller am 4. 2. 1996).

Die neuerliche griechisch-türkische Krise aus Anlaß der Felseninseln Imia zeigte erneut das ernsthaft zu nehmende Sicherheitsproblem, das Griechenland, als einziger EU-Mitgliedstaat, von seiten eines Assoziationsmitglieds der EU zu bewältigen hat.

Dieses Mal ist das Problem viel ernster, denn es geht um die erste praktische Anzweiflung der Souveränität unseres Landes, und zwar auf territorialem Hoheitsgebiet, von seiten der Türkei.

In Anbetracht der letzten Entschließung des Europäischen Parlaments, welches Griechenlands Grenzen als Teil der Außengrenzen der EU betrachtet, wäre eine Klausel bezüglich der gegenseitigen Hilfestellung und Beschützung der Außengrenzen nicht geeignet, im Rahmen der kommenden Regierungskonferenz einbezogen zu werden? Griechenland meint ernsthaft, daß dies wahrlich notwendig ist.

Die internationale Gemeinschaft und insbesondere die EU und ihre Mitgliedstaaten können vor solch einer Situation nicht passiv bleiben. Verstöße gegen das internationale Völkerrecht, gegen internationale Verträge und insbesondere gegen die Charta der Vereinten Nationen würden eine Reaktionskette mit destabilisierenden Konsequenzen auf regionaler und europäischer Ebene herbeiführen, sollte sie sich fortsetzen.

Es ist genügt nicht, daß unsere Verbündeten ihre Sorge um derartige Spannungen zwischen Griechenland und der Türkei oder ihre Wünsche für eine friedliche Lösung der Probleme zum Ausdruck bringen. Es fehlt an weiter Voraussicht der Probleme, die ständig von der Türkei geschaffen werden, und nicht lediglich die Versuche, diese im nachhinein zu konfrontieren. Wenn unsere Partner und Alliierten wirklich daran interessiert sind, den Frieden und die Stabilität in der Region zu fördern, sollten sie ihre Besorgnis der Türkei

kundtun, um diese zu überzeugen, das Problem von Imia vor dem Internationalen Gerichtshof in Den Haag auszutragen. Griechenland hat bereits (1994) die verbindliche Rechtsprechung des Internationalen Gerichtshofs akzeptiert, und die Türkei könnte ähnlich verfahren, sollte sie dessen Rechtsprechung in der Frage von Imia wünschen.

Insbesondere angesichts der Herausforderung bezüglich des Status-quo, muß verständlich werden, daß diese Herausforderung eine internationale Dimension hat. Indem die Türkei energisch den Status-quo in der Ägäis infragestellt, untergräbt sie in Wahrheit den Status-quo der Nachkriegszeit, der durch die Abkommen der KSZE (OSZE) bestätigt wurde und einen Bestandteil der Europäischen Sicherheits- und Stabilitätsarchitektur darstellt.

Schließlich sollte daran erinnert werden, daß die Zollunion zwischen der Türkei und der Europäischen Union zugleich ein wichtiges Paket der finanziellen und politischen Zusammenarbeit einschließt. Unter diesen Umständen, d. h. den eindeutigen türkischen Androhungen und Herausforderungen gegenüber der territorialen Integrität, wird Griechenland, welches in gutem Willen seine Zustimmung der Zollunion im letzten Jahr gegeben hat, sich vor großen Schwierigkeiten sehen, das Zollunionsabkommen weiterhin zu fördern, insbesondere bezüglich seiner politischen und finanziellen Aspekte. Griechenland glaubt, daß jedes andere Mitgliedsland in einer solchen Situation ähnlich handeln würde.

AD/dask72